Elections Législatives du 5 Mars 1967 - 3e Circonscription

SAINT-SEVER - AIRE - TARTAS



Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Alain DUTOYA

Ingénieur - Conseiller Général des Landes

APPEL AUX ELECTRICES ET ELECTEURS

C'est parce que nous connaissons bien le dynamisme de notre collègue du Conseil Général que nous lançons un appel en sa faveur. **Alain DUTOYA** nous a fourni au sein de l'Assemblée Départementale et dans son canton la démonstration de ce qu'un jeune élu peut réaliser avec l'aide de ses aînés quand il est animé de courage et de foi républicaine.

Alain DUTOYA mérite votre confiance.

O. CALIOT
Conseiller Général
Président d'Honneur
de la Fédération
Radicale-Socialiste.

G. MINVIELLE
Sénateur
Maire de Tartas
Conseiller Général

L. FOURNIER
Conseiller Général.
de St-Sever
Vice-Président
Ancien Sénateur.

R. BATS
Conseiller Général
de Mugron
Président de la Commission
Départementale.

R. COUDANNE
Conseiller Général. Maire de Amou
Prés. de la Commission des Finances.

R. LABEYRIE
Maire de Pontonx.
Conseiller Général

G. TERRAL
Conseiller Général
du
Canton de Montfort.

Dr BARBE
Sénateur suppléant
Maire de
Eugénie-les-Bains.

Electrices, Electeurs,

J'ai accepté l'honneur que m'ont fait le Parti Socialiste S. F. I. O., le Parti Radical-Socialiste, et la Convention des Institutions Républicaines en me confiant le drapeau de leur Union : la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Mon ami, Jean CLEDES, Premier Adjoint au Maire de AIRE-SUR-L'ADOUR, s'est joint à ce combat.

Nous aurions aimé l'un et l'autre vous entretenir de problèmes généraux de portée nationale avec la satisfaction de savoir que les problèmes particuliers à notre circonscription étaient résolus. Ce n'est malheureusement pas le cas. Nous sommes donc contraints de revenir aux besoins essentiels de nos communes et de nos Citoyens : UNE ECOLE, UN EMPLOI, UN TOIT.

UNE ECOLE. — Le problème scolaire se pose à nos communes chaque année avec plus d'acuité. La « rentrée » est assurée dans des conditions difficiles. Les constructions scolaires manquent, les crédits sont attribués avec parcimonie, les réformes scolaires se multiplient. Des écoles et des classes ferment. Pour la première fois la République n'est plus capable d'assurer l'instruction de ses enfants. La Démocratisation de l'enseignement ne pourra pas se faire.

Notre programme de redressement consiste à donner à l'enseignement la priorité des priorités, c'est-à-dire à lui affecter les crédits suffisants avant tout autre dépense, d'ordre atomique par exemple.

UN EMPLOI. — Il nous faut prononcer deux mots graves : **la stagnation** et le **chômage.** Oui le chômage s'installe chez nous : il s'installe chez les ouvriers, à la ferme et dans le gemmage. Il atteint très lourdement notre jeunesse. La stagnation et parfois la régression gangrène notre commerce et notre artisanat.

La décentralisation promise est remplacée par une énorme concentration industrielle et commerciale au profit des grandes villes. L'Usine POTEZ à Aire, l'Usine CHAPPEE à Dax, sont là pour le prouver. Que fait-on pour les **ouvriers** dont la sécurité de l'emploi est menacée ? On tente de les dégoûter en réduisant leurs horaires les obligeant ainsi à se préoccuper eux-mêmes, sans aide, de leur reconversion. Ne fait-on pas la même politique avec les **gemmeurs** dont le nombre diminue réduisant ainsi leur influence et leur pouvoir de protestation qui inquiète de moins en moins les pouvoirs publics.

C'est la politique de l'usure déjà utilisée avec les rapatriés et les **agriculteurs** dont les prix à la production stagnent ou même baissent pendant que les charges s'élèvent dangereusement. Le prix de base du maïs est passé de 39,68 Francs en 1958 à 36,50 cette année. Et parallèlement le prix des tracteurs et de l'outillage agricole a augmenté en moyenne de 70 %. Le quintal de scories a augmenté de 400 Francs, l'amonitre de 800 Francs. Les cotisations sociales ont subi une progression encore plus importante.

Les jeunes quittent la terre non rentable ; ils quittent la région sans débouchés, ou alors sont réduits au chômage sans mé-

me bénéficier d'une allocation ou des assurances sociales car n'ayant jamais travaillé, la loi les ignore. Iront-ils grossir les rangs des ouvriers des grandes villes ?

Et **nos femmes** qui sont les premières à supporter la tristesse de leur départ et l'angoisse des lendemains, elles qui voudraient parfois travailler ne serait-ce qu'à temps partiel pour assurer avec leur promotion le mieux-être du foyer, quel espoir pouvons-nous leur donner quand leurs maris eux-mêmes et leurs enfants voient leur emploi ou leur exploitation familiale menacée ? Leur angoisse est la mienne et nous donne le courage de lutter avec énergie pour renverser la situation et réveiller l'économie de nos cantons, que l'on cherche à endormir par des paroles d'optimisme.

Nos **retraités,** nos **vieux,** les **handicapés physiques** méritent notre sollicitude. Les commissions d'Aide Sociale n'ont plus les moyens de réparer les injustices. L'effort de la nation est dû à nos aînés pour relever les retraites.

UN TOIT. — Le logement et le confort dans nos campagnes est la condition essentielle du maintien des jeunes dans nos communes. L'équipement en eau, électricité, routes, écoles et constructions dans nos villages, ne peut se faire qu'avec l'aide de la collectivité nationale. Bien pire, et votre **Maire** pourra vous le confirmer, au fur et à mesure que les pouvoirs publics faillissent à leur tâche en mettant les dépenses importantes à la charge des **Communes,** la tutelle du pouvoir se resserre sur les Mairies et les libertés communales disparaissent. Les difficultés d'emprunt, l'obligation de se soumettre à des plans imposés de Paris ou de Bordeaux, les subventions chichement accordées sans tenir compte des besoins locaux, l'obligation pour les Conseils Municipaux de voter des impôts s'ils veulent réaliser, toutes ces mesures découragent nos Maires et retardent l'équipement de nos Communes dont la disparition est souhaitée. L'information et notamment la télévision au service d'un Parti donne au pouvoir un caractère de plus en plus personnel et contribue à tromper les populations. Comment dans ces conditions penser que les candidats de la majorité et ceux qui stationnent à côté d'eux, désirent le **progrès social** de nos communes.

Ne soyons pas résignés. Nous possédons les moyens de notre redressement. De l'énergie et une volonté tenace d'aboutir, voilà ce qu'il nous faut. Les pessimistes et les satisfaits voteront pour ceux qui les endorment. Nous, nous préférons agir. Nous lancerons cette circonscription dans l'EXPANSION. Nous l'ouvrirons largement sur l'extérieur en faisant pénétrer le **Tourisme** dans nos campagnes en favorisant l'installation d'usines nouvelles de moyenne importance dans les communes menacées d'asphyxie économique.

Créer des emplois nouveaux, des emplois de complément pour nos femmes, laisser à l'**Agriculture** le temps de se rénover en lui assurant des prix de production garantissant sa rentabilité, faire profiter notre **Commerce** et notre **Artisanat** de l'expansion, supprimer les tracasseries comptables et fiscales sans utilité réelle pour l'Etat, résoudre en première urgence le problème des **gemmeurs,** et des **ouvriers** de Potez, car le temps joue contre eux, assurer à nos **vieux** une fin de vie décente en révisant les barèmes d'aide et de retraite, assurer en général une meilleure répartition des revenus, mais aussi une meilleure répartition des ressources nationales au profit de notre circonscription. Nous avons déjà dressé un plan de développement de nos Cantons : Il n'attend que son application.

Voilà notre programme. Il est l'inverse de la satisfaction stérile. C'est un programme d'action.

Mais pour cela il faut CHOISIR en toute clarté. Aujourd'hui grâce à la simplification des options, voulue par l'Union des Partis Républicains, vous ne pouvez être que pour ou contre ce programme.

Il nous faut surtout DES HOMMES JEUNES ET DYNAMIQUES qui feront de leur efficacité le soutien permanent de nos populations. Des hommes qui ne se réfugieront pas dans une demi-opposition lors des votes importants mais qui signifieront avec force leur accord ou leur désapprobation au nom de la collectivité qu'ils représentent.

Ces hommes doivent être à la disposition des Maires pour résoudre leurs problèmes d'ECOLE et d'EQUIPEMENT. ILS SERONT EGALEMENT A LA DISPOSITION DE CHACUN DE VOUS INDIVIDUELLEMENT POUR VOUS APPORTER L'AIDE DONT POUR LA PLUPART VOUS AUREZ BESOIN.

Ils prendront en mains la défense des intérêts économiques de la circonscription pour assurer par l'expansion et le plein emploi la renaissance et le rayonnement de notre terre.

Ce rôle exaltant Alain DUTOYA et Jean CLEDES sont prêts à le tenir pour recréer dans cette circonscription la Sécurité et le Bonheur de vivre et faire rayonner notre idéal commun : LA REPUBLIQUE.

Alain DUTOYA

33 ans - Marié - 2 enfants - Ingénieur.
Conseiller Général des Landes
Conseiller Municipal de HAGETMAU
Vice-Président du Syndicat d'adduction d'eau des Eschourdes
Administrateur de la Société d'Aménagement Touristique des Landes
Membre du Conseil d'Administration des Comices Agricoles
Président d'Honneur du Sport Athlétique Hagetmautien.

Jean CLEDES

Premier Adjoint au Maire de AIRE-SUR-L'ADOUR.

Un authentique Républicain dévoué au bien commun, également un jeune dynamique et sportif qui rayonne autour de lui par son travail et ses réalisations.

Marié, 42 ans, deux enfants. Fils d'institutrice. Président du Centre Aéré d'Aire. Président de l'Association des Parents d'Elèves des Ecoles Publiques. Vice-Président de l'Avenir Aturin, il a su mener de front son métier d'ébéniste et ses multiples tâches en faveur de la collectivité forçant l'admiration de ses Concitoyens qui lui ont largement accordé leur confiance.

Alain DUTOYA - Jean CLEDES

Des hommes dynamiques au service de notre expansion

DAX, IMPR. DUMOLIA

VU : LES CANDIDATS.